

création du comité consultatif interprofessionnel du lait, baisse du prix du lait, mécontentement des producteurs, importations abusives) [20 juillet 1954] (p. 3429, 3430); Art. 4 : *Son amendement ( Désignation des membres du comité des appellations d'origine des fromages par les organisations agricoles les plus représentatives )* (p. 3431); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif ( Situation du personnel des directions des services agricoles )* [25 novembre 1954] (p. 5441); *le retire* (p. 5442); Chap. 31-51 : *Contrôle et lois sociales en agriculture* (p. 5445); Chap. 34-38 : *Son amendement indicatif (Création d'une école régionale d'agriculture dans le Puy-de-Dôme à Marmillat)* [26 novembre 1954] (p. 5481); Chap. 34-53 : *Son amendement relatif aux baux ruraux* (p. 5481); *le retire* (ibid.); Chap. 44-33 : *Prix du pain et prix du blé* (p. 5502); Etat B, Chap. 51-60 : *Son amendement (Aménagement des limagnes d'Auvergne et du Bourbonnais)* (p. 5511); *le retire* (ibid.); Chap. 61-70 : *Accélération des opérations de remembrement* (p. 5514); Etat C, Chap. 84-71 : *Baisse sur le prix du matériel agricole* (p. 5529, 5530); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7042); *Amendement de M. de Sesmaisons (Décentralisation dans la gestion de l'allocation vieillesse agricole)* (p. 7048); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat D, ligne 26 : *Allocation vieillesse agricole* [28 janvier 1955] (p. 419); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat B, Chap. 61-60 : *Bas-Rhône-Languedoc, landes de Gascogne, incidents de Lille* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 578, 579); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants* [26 mai 1955] (p. 3072, 3073); — d'une proposition de loi relative au mode de paiement des baux à ferme : *S'oppose au débat restreint (Principe du bail de neuf ans, prime de modernisation)* [8 novembre 1955] (p. 5510); — d'une proposition de loi relative

au droit de préemption des professionnels de l'agriculture : *S'oppose à la demande de débat restreint* [15 novembre 1955] (p. 5666); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au non-renouvellement des baux ruraux; Article unique : *Amendement de M. Tricart tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale* [22 novembre 1955] (p. 5887, 5888); *Amendement de M. Emile Hugues (Résiliation après deux retards)* (p. 5889).

**FOUYET (M. Emmanuel)**, Député du Finistère (M.R.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951 (**F. n° 5**)], [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**).

#### Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1<sup>er</sup> avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi, **n° 413**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits, **n° 466**. — Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 946 rectifié) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à rendre effectif le paiement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux

publics en cas d'intempéries, n° 3015. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 424) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves; 2° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 1196) tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement; 3° de Mme François et plusieurs de ses collègues (n° 2324) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, n° 4133. — Le 18 novembre 1952, une proposition de loi tendant à assurer la préservation des bois abattus, façonnés ou mis en œuvre, n° 4781. — Le 5 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 946 rectifié) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à rendre effectif le paiement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, n° 4986.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux allocations de chômage; en qualité de *Rapporteur* [5 novembre 1952] (p. 4752, 4753).

**FRANÇOIS (Mme Germaine)**, *Député de la Nièvre (C.)*.

Sont élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (F. n° 341) [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret accordant médailles et primes et certaines distributions aux

mères de 10, 8 et 5 enfants, n° 1146. — Le 30 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, n° 2324. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le cumul par un orphelin, des pensions obtenues par son père et sa mère au titre de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 par modification de l'article 58 de ladite loi, n° 2811. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à assurer aux assurés sociaux de plus de 60 ans le bénéfice des soins accordés aux invalides, n° 2959. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, n° 3121. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réglementation et le fonctionnement de la commission chargée du contrôle et de la surveillance de la presse enfantine, n° 3122. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une somme de 7 millions de francs aux victimes de l'orage qui s'est abattu le 6 juin 1952 sur la région de Saint-Seine (Nièvre), n° 3765. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, n° 3966. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant au développement de la lutte contre le cancer, par l'institution d'un centre national de lutte contre le cancer et l'impulsion de la recherche scientifique sur le cancer, n° 4128. — Le 7 novembre 1952, une proposition de loi portant statut du personnel hospitalier, n° 4650. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 avril 1952 modifiant la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 instituant diverses mesures en vue de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 5464. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la caisse d'assurance des planteurs de tabac, n° 5466. — Le 13 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychothérapie, n° 5868. — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 42 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance dans le but d'accorder aux aveugles et grands infirmes des facilités